**Appel à contributions sur l’expérience acquise dans l’utilisation et l’application de trois séries de recommandations du CSA sur la politique agricole des petits exploitants dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition**

**Formulaire de présentation**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de votre présentation\*** | **Contribution du ROPPA dans la mise en œuvre des séries de recommandations du CSA en Afrique de l’Ouest** |
| **Couverture géographique**  *Indiquez si votre présentation couvre plusieurs niveaux, par exemple le niveau national et le niveau régional.* | *(par exemple, national, ou régional si plusieurs pays d'une même région, et/ou mondial si plusieurs pays situés dans plus d'une région)*  ***Le ROPPA est une organisation paysanne régionale couvrant la région Afrique de l’ouest constitué de 14 plateformes nationales, 147 Organisations de base et 4 cadres filières spécifiques pour plus de 20.000.000 d’exploitations familiales membres.*** |
| **Pays (s)/Région (s) concernés par votre présentation** | ***Afrique de l’Ouest : Région CEDEAO et UEMOA***  ***Bénin, Burkina Faso, Nigéria, Mali, Niger, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Sierra Léone, Togo, Sénégal, Côte d’Ivoire, Ghana,*** |
| **Personne de contact:** | Nom : Ousséini Ouédraogo  Courriel: [coouedraoogo@yahoo.fr](mailto:coouedraoogo@yahoo.fr)  Secrétaire Exécutif |
| **Appartenance (indiquez votre appartenance)** | Gouvernement  Organisme des Nations Unies  **🡲 Société civile/ONG (Organisation paysanne Régionale**  Secteur privé  Université  Bailleur de fonds  Autre ………………………………………………………… |

*\*Veuillez choisir un titre pour votre présentation, en vous référant par exemple à votre organisation ou/et à votre couverture géographique.*

**Si les informations fournies dans votre présentation résultent d'une consultation multipartite, veuillez également remplir le tableau en annexe.**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Connaissance des recommandations de politique du CSA | * Comment avez-vous entendu parler de ces recommandations (p. ex. réunion ou événement du CSA, Internet, collègues, gouvernement, organisation de la société civile)?   ***Le ROPPA est membre du CSM et a porté la diffusion des recommandations au sein de son réseau et auprès des autres organisations de la société civile de la région Afrique de l’Ouest. Le ROPPA a également soutenu le renforcement des capacités de certains acteurs de la société civile (autres réseaux régionaux RBM, APESS ; RECAO, POSCAO, Afrique Verte) à se baser sur les recommandations du CSA pour organiser et conduire leurs processus de plaidoyer divers dans le secteur agro sylvo-pastoral et halieutique.***   * Avez-vous pris des mesures pour faire connaître ces recommandations stratégiques à vos collègues ou à d'autres parties prenantes du CSA (veuillez cocher la réponse ci-dessous)?   Non  Oui  En cas de réponse affirmative, veuillez expliquer:  ***Partage des recommandations au Conseil d’Administration du réseau - 2016-2017-2018***  ***Partage des recommandations par les plateformes nationales membres du ROPPA dans leurs Conseils d’Administration 2016-2017-2018***  ***Diffusion des recommandations lors de réunions annuelles du ROPPA 2016-2017-2018***  ***Séance sur les recommandations à l’Université Paysanne 2017.***  ***Partage des recommandations aux autres réseaux régionaux de la société civile dans la sous-région (RBM, APESS, OXFAM, AFRIQUE VERTE, RECAO, SOS SAHEL) 2017***  ***Atelier régional de capitalisations des bonnes pratiques des OP dans le développement des initiatives économiques aux femmes et aux jeunes en Afrique de l’Ouest – Session sur les recommandations du CSA Série 1 et 2.- 2017***  ***Atelier bilan annuel du réseau et de planification des activités de l’année 2018 ayant eu Lieu à Koudougou au Burkina Faso avec une participation de 54 techniciens des OP de la région ouest africaine – session sur les politiques agro sylvo pastorales et halieutiques sur les 3 séries. Décembre 2017 et 2018***  ***Atelier de formation des OPR/OSC pour leur participation au processus d’élaboration des politiques agricoles en Afrique de l’Ouest : PNIASAN et PRIASAN – mai 2017***   * Que recommanderiez-vous aux États membres du CSA, aux organismes basés à Rome ou à d'autres parties prenantes pour faire connaître plus largement les produits de politique du CSA? Veuillez expliquer:   ***Soutenir les OSC pour qu’ils fassent une diffusion des recommandations.***  ***Renforcer les capacités des leaders paysans pour porter et rappeler les recommandations dans les instances de prises de décisions sur le secteur agricole***  ***Elaborer des plaquettes et outils de diffusions (SMART) des recommandations***  ***Mettre en place des mécanismes qui assurent la transmissions de l’ensemble des recommandations et conclusions du CSA aux différents Ministères et institutions concernées par les politiques agricoles adoptés par les Représentants Permanents des Etats***  ***Développer des mécanismes qui assurent que les Agences onusiennes de Rome diffusent les recommandations à l’ensemble de leurs unités déconcentrées aussi bien dans les régions que dans les pays – ces derniers pourront assurer le suivi de leurs disséminations dans aux groupes d’acteurs dans les pays et au niveau des régions*** |
| 1. Utilisation des trois séries de recommandations de politique | * Quelle(s) série(s) de recommandations politiques ont été utilisées aux niveaux sous-national, national, régional ou/et mondial pour soutenir les petits exploitants agricoles (veuillez cocher la réponse ci-dessous)?   ***[Si ces recommandations n'ont pas été appliquées, veuillez passer directement à la question (xi)].***   * Pour chaque série utilisée, veuillez indiquer à quelle(s) fin(s) principale(s) elle a été utilisée   *(par exemple formation; sensibilisation; renforcement des capacités; élaboration/évaluation de projets, de stratégies nationales, de plans d'action, de cadres législatifs ou politiques; investissements des gouvernements nationaux ou des institutions financières internationales en faveur des petits exploitants; élaboration de propositions financières plus favorables aux petits producteurs; formulation et application de stratégies nationales spécifiques en faveur des petits exploitants agricoles; autres)*  Série 1: [[I[nvestir dans la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition](http://www.fao.org/3/a-av034f.pdf)](http://www.fao.org/3/a-av034e.pdf)](http://www.fao.org/3/a-av034e.pdf)  Principal(aux) objectif(s): **soutenir l’investissement dans l’agriculture familiale/des petits exploitants au travers des politiques agricoles en cours d’élaboration.**  **Principales Activité menées**  **1. Etude sur la fonctionnalité des mécanismes de financement du secteur agricole en Afrique de l’Ouest**  **2. Analyse de la perception des OP sur la mise en œuvre des déclarations de Maputo**  **3. Elaboration de plusieurs notes de position sur le financement et l’investissement dans le secteur de l’agriculture familiale au sujet du TEC (Tarif Exterieur Commun, Politique agricole de l’Union Européenne, PNIASAN et PRIASAN, Elaboration du PAU –UEMOA et de l’ECOWAP CEDEAO.**  **4. développement d’un Argumentaire pour assurer la mise en œuvre du GAFSP en Afrique de l’Ouest : ouverture d’un guichet pour les OP sous le guichet du secteur public.**  Série 2:[Établir un lien entre les petits exploitants agricoles et les marchés](http://www.fao.org/3/a-bq853f.pdf)  Principal (aux) objectif(s): **renforcer la promotion des produits issus des EF et les marchés qui sont enracinés dans les territoires.**  **Principales Activités menées**  **1. Formation des OP sur les recommandations**  **2. Etude pilote sur la collecte d’information sur les marchés territoriaux**  ☐ Série 3: [[[Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l’élevage](http://www.fao.org/3/a-bq854f.pdf)](http://www.fao.org/3/a-bq854e.pdf)?](http://www.fao.org/3/a-bq854e.pdf)  Principal(aux) objectif(s): **soutenir la minimisation des conflits liés à la transhumance en Afrique de l’Ouest**  **1. Mise en place d’un cadre de concertation des Agriculteurs et éleveurs au sujet de la gestion de conflits liés à la transhumance**  **2. organisation d’un forum régional sur la gestion des conflits liés à au pastoralisme en Afrique de l’Ouest**     * Quelles recommandations politiques ont été jugées particulièrement utiles pour soutenir les petits exploitants et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle? Veuillez expliquer:   ***Série 2… La collecte des informations sur les marchés enclenchés par le ROPPA dans le cadre de son observatoire des exploitations familiales (outil qui mesure la dynamique des exploitations familiales et leurs capacités de résilience) offre le potentiel d’influencer les politiques commerciales et agricoles dans un sens de renforcer le fonctionnement des marchés territoriaux pour assurer une consommation effective et une bonne pénétration des produits issus des exploitations familiales. Grace à un appui de la FAO, le ROPPA a été impliqué dans l’élaboration d’un guide méthodologique pour assurer la collecte des informations sur les marchés au Burkina-Faso et au Sénégal comme phase pilote d’un processus qui ambitionne caractériser à la longue les marchés territoriaux et assurer un plaidoyer pour leurs bonnes fonctionnalité comme instrument qui rapproche les consommateurs des petits producteurs.***  ***Le plaidoyer qui se fera par la suite assurera une meilleure pénétration des produits issus des exploitations familiales sur le marché.*** |
| 1. Avantages actuels et escomptés pour les petits exploitants   *Signalez les résultats obtenus/escomptés à moyen et à long terme, avec des aspects quantitatifs chaque fois que possible (par exemple, estimation du nombre de personnes qui ont été ou devraient être touchées)* | Comment les petits exploitants ont-ils bénéficié (ou devraient bénéficier) de l'utilisation de ces recommandations politiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition à court et moyen et long terme? Comment ont-ils contribué à la réalisation progressive du droit à l'alimentation? *(veuillez répondre dans les deux cases ci-dessous)*  **Les politiques agricoles de deuxième génération qui ont été élaborés dans la région Afrique de l’Ouest ont pris appui sur les recommandations. On trouvera par exemple que les mécanismes de financements au Bénin, au Togo et au Burkina-Faso ont été significativement améliorés du fait de l’influence des organisations paysannes dans ces pays. Au Sénégal, la baitaille a renforcé l’opérationnalisation de la protection du marché du riz pour assurer que la production locale est effectivement écoulée avant l’importation du riz d’autres régions du monde. Au niveau régional, le fond de développement du secteur a été réorientée vers la promotion des exploitations familiales et non des systèmes de production super intensifs.** |
| Résultats à court terme (qualitatifs et quantitatifs):  *(En plus de fournir une évaluation qualitative, veuillez indiquer si possible le nombre de petits exploitants qui ont été directement impliqués dans les activités, par exemple six formations impliquant un total de 250 personnes)*  **Diffusion de l’information auprès de 500 leaders paysans**  **Partage de l’information avec plus de 1.000.000 de paysans.**  **Ces différentes actions de diffusions au sein du réseau ont assuré une bonne connaissance des recommandations du CSA. Ce qui a soutenu l’élaboration des positions du réseau sur le sujet. Les concertations diverses qui se sont organisées pour assurer une bonne implication des OP/OSC dans les PNIASAN et PRIASAN ont porté des résultats importants. Dans 12/15 pays de la région, l’exploitation familiale est le modèle de production sur lequel se baseront les politiques et programmes diverses qui vont se mettre en œuvre d’ici l’horizon 2025.** |
| Résultats à moyen et long terme (qualitatifs et quantitatifs):  *(En plus de fournir une évaluation qualitative, veuillez indiquer, dans la mesure du possible, le nombre de petits exploitants qui ont été ou devraient être indirectement touchés par les activités, par exemple par une formation conduisant à l'élaboration d'un plan d'action local qui devrait concerner 1 000 petits exploitants)* |
| 1. Avantages actuels et escomptés pour petites exploitantes agricoles | * Des mesures spécifiques ont-elles été prises (conformément à ces recommandations de politique) pour promouvoir l'autonomisation des femmes, les droits des femmes et l'égalité des sexes dans le contexte de l'agriculture paysanne? Veuillez expliquer:   ***La prise en compte des femmes a été principalement faite par l’appui à la promotion des produits issus des EF, qui sont transformés et commercialisés par les femmes, lors des foires régionales***   * Comment les petites exploitantes ont-elles bénéficié (ou devraient bénéficier) de ces actions en termes de sécurité alimentaire et de nutrition et de la réalisation progressive du droit à l'alimentation? Veuillez expliquer:   ***Elles doivent bénéficier de ses appuis par l’opérationnalisation des politiques agricoles qui doit les prendre en compte de façon effective et entière*** |
| 1. Avantages actuels et escomptés pour les jeunes | * Des mesures spécifiques ont-elles été prises (conformément à ces recommandations de politique) pour promouvoir la participation des jeunes dans le domaine agricole et les activités connexes dans le contexte de l'agriculture paysanne? Veuillez expliquer:   ***L’insertion des jeunes dans les chaines de valeur a été un axe de travail important du ROPPA qui a pris appui sur les recommandations du CSA. Une stratégie a été élaboré dans ce sens et un plaidoyer fort a été fait pour que elle puisse être prise en compte dans les politiques agricoles diverses qui vont s’opérationnaliser. La CEDEAO a pris donc appui entre autre sur les orientations du ROPPA pour construire la politique régionale d’insertion des jeunes dans le secteur agricole***  ***De plus, dans le cadre des programmes mobilisateurs de la CEDEAO (activité au cours de laquelle les pays présentent leurs politiques et programmes de développement agricole et essayent de mobiliser les ressources) la question des jeunes a été mis au centre des débats. La stratégie du ROPPA a été une pièce maitresse qui a soutenu l’élaboration des programmes sur l’investissement dans le secteur agricoles (recommandations série 1) et au profit des jeunes.***   * Comment les jeunes ont-ils bénéficié (ou devraient bénéficier) de ces actions en termes de sécurité alimentaire et de nutrition et de la réalisation progressive du droit à l'alimentation? Veuillez expliquer |
| 1. Contribution de l'utilisation de ces recommandations politiques aux ODD | * Comment l'utilisation de ces recommandations politiques a-t-elle contribué (ou devrait-elle contribuer) à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en particulier les ODD 1 et 2 et certains des ODD visés par l'examen de 2019, ainsi qu'à la cohérence des politiques? (veuillez cocher la réponse):   ODD 1 (pas de pauvreté)  Veuillez expliquer:  ODD 2 (faim zéro)  Veuillez expliquer:  ☐ ODD 8 (travail décent et croissance économique)  Veuillez expliquer:  ☐ ODD 10 (Inégalités réduites)  Veuillez expliquer:  ☐ ODD 13 (lutte contre les changements climatiques)  Veuillez expliquer: |
| 1. Pertinence et avantages escomptés de l'utilisation de ces recommandations pour la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition | * Comment ces recommandations politiques pourraient-elles contribuer à la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale ou contribuer davantage à la Décennie des Nations Unies pour la nutrition afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants? Veuillez expliquer: * ***Le lien opérationnel entre la décennie et les recommandations devrait être très solide. Les recommandations sont des outils d’opérationnalisation de la vision de la décennie. Un appui sur ces recommandations assurera la cohérence de l’action pour la promotion des exploitations familiales*** |
| 1. Catalyseurs et contraintes | * Quels ont été les principaux catalyseurs qui ont influencé positivement l'utilisation de ces recommandations politiques pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants?   **La situation alimentaire du sahel a été un élément fort catalyseur de l’attention des politiques sur les recommandations. Les points du vue et position du ROPPA dans le cadre du cadre d’interpellation pour la gestion des crises ont été fortement considéré du fait de cette cohérence avec les recommandations du CSA. Outre cela, la situation alimentaire sensible faisait qu’il fallait trouver des options opérationnelles qui assurent la durabilité de la résolution de la situation.**   * Quels ont été les principaux défis et obstacles rencontrés dans l'utilisation de ces recommandations politiques du CSA pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants?   La capacité de dissémination des recommandations a été un facteur limitant qui a affecté le niveau de pénétration des recommandations dans les attitudes de plaidoyer à certain niveau.  **L’autre facteur est le niveau de diffusion des recommandations du CSA par la Csa au niveau des acteurs et parties prenantes du développement agricole. Très peu d’institution officielle ont connaissance des recommandations.** |
| 1. Bonnes pratiques | * Quelles bonnes pratiques recommanderiez-vous pour obtenir des résultats positifs dans l’application de ces recommandations de politique? * ***Soutenir le renforcement des capacités des OP/OSC pour assurer une dissémination effective des recommandations*** * ***Organiser des sides events lors des évènements politiques majeurs dans les différentes régions pour s’assurer que les politiques prennent effectivement connaissance des recommandations et productions issues du CSA.*** * ***Mettre en place des plateformes d’échanges entre les différentes parties prenantes pour assurer un partage des expériences et innovations développées par les OP/OSC dans leurs actions d’articulation du plaidoyer avec les recommandations du CSA.*** * ***Accompagner le plaidoyer des OPR/OSC vis-à-vis des politiques afin de s’assurer que l’influence des politiques portées par les OP valorise bien les recommandations et orientations du CSA sur les différentes politiques qui y sont afférentes.*** * ***Que les agences onusiennes de Rome soutiennent les OP/OSC dans l’opérationnalisation des recommandations tout comme l’appui de la FAO pour la collecte des informations sur les marchés. Cela pourrait renforcer effectivement l’effectivité de ces recommandations.*** |
| 1. Leçons apprises | * Avez-vous des suggestions à faire au CSA pour étayer l'utilisation de ces recommandations politiques du CSA visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants?   ***En termes de leçons apprises, en partant des recommandations du CSA pour construire le plaidoyer et l’influence des politiques, nous arrivons tout de suite à ramener les décideurs politiques aux orientations phares données par ces instances importantes. En effet, même si des recommandations sont faites par le CSA, leurs niveaux de dissémination et d’appropriation par les acteurs de prise de décision politiques restent très faibles. Pour ce faire, une dissémination articulée autour d’un partage et d’un portage par les OP pourraient faciliter l’atteinte de l’effet attendu par la mise en œuvre de ces recommandations.*** |
| 1. Utilisation potentielle des recommandations politiques pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants | * Si ces recommandations politiques n'ont pas été utilisées (ou ne l'ont pas été suffisamment), comment pourraient-elles (encore) être utilisées à l'avenir pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants, promouvoir la réalisation progressive du droit à l'alimentation, atteindre les ODD et/ou favoriser la cohérence politique? Veuillez expliquer:   Assurer que les recommandations soient la base des politiques agricoles pour la promotion de l’exploitation familiale surtout dans le contexte d’élaboration du plan d’action de la décennie de l’Agriculture familiale   * Quelles mesures pourraient être prises (conformément à ces recommandations) pour promouvoir l'autonomisation des femmes, les droits des femmes et l'égalité des sexes dans le contexte de l'agriculture paysanne? Veuillez expliquer: * ***Assurer que les politiques de développement élaborés pour prendre en charge la question des jeunes et des femmes s’appuient sur les recommandations. Soit à dire accompagner le plaidoyer des OPR pour assurer que les mesures développées couvrent la mise en œuvre des recommandations*** * Quelles mesures pourraient être prises (conformément à ces recommandations) pour promouvoir la participation des jeunes dans le domaine agricole et les activités connexes dans le contexte de l'agriculture paysanne? Veuillez expliquer: * ***Assurer que les politiques de développement élaborés pour prendre en charge la question des jeunes et des jeunes s’appuient sur les recommandations. Soit à dire accompagner le plaidoyer des OPR pour assurer que les mesures développées couvrent la mise en œuvre des recommandations*** * ***Dans sa stratégie d’insertion des jeunes, le ROPPA a déjà pris en charge cette problématique articulé sur les recommandations du CSA. Il travaille à ce que les orientations de la région s’appuient sur ces recommandations par le biais du plaidoyer qui est fait.*** |
| 1. Lien vers d'autres informations | Le ROPPA a lancé plusieurs processus qui entrent en ligne de compte dans la mise en œuvre des recommandations :   * ***Etude sur les mécanismes de financement et d’investissement dans le secteur agricole et rurale en Afrique de l’ouest*** * ***Etude pilote sur la collecte d’information sur les marchés territoriaux*** * ***Analyse de la situation alimentaire des méngaes ruraux dans le cadre de l’Observatoire des Exploitations fmailailes*** * ***Plaidoyer autour de l’investissement dans les Chaines de valeur ajoutée et la valorisation des produits des exploitations familiales.*** |

**Annexe: À remplir si les informations fournies dans votre présentation résultent d'une consultation multipartite**

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de l'événement multipartite** | **Réunion d’équipe du Secrétariat Exécutif du ROPPA**  **27 mars 2019**  **Ouagadougou**  **Réunion du Bureau Exécutif du ROPPA**  **30 avril 2019** |
| **Lieu de la manifestation** | **Thies, Sénégal** |
| **Quels groupes d'intervenants ont participé à l'événement?** | Gouvernement  Organisme des Nations Unies  **Société civile / ONG**  Secteur privé  Université  Bailleur de fonds  Autre ………………………………………………………… |
| **Qui a organisé la manifestation?** | Gouvernement  Organisme des Nations Unies  **Société civile / ONG**  Secteur privé  Université  Bailleur de fonds  Autre ………………………………………………………… |